

Communiqué de presse

Montpellier, le 16 août 2020

Santé ou économie : l'exécutif ne peut plus se cacher !

La date de rentrée scolaire approchant, de plus en plus de collègues, parents d'élèves et médecins s'inquiètent de la légèreté du cadre sanitaire prévu par le gouvernement pour la reprise, alors même que la reprise de l'épidémie permet de justifier la suspension des libertés publiques.

Un projet guidé par des priorités économiques, et pas sanitaires

Depuis l'arrivée du coronavirus en janvier, le gouvernement aurait pu **réagir** en déployant une politique de protection de la population, et **anticiper** en opérant une profonde réorientation de l'économie :

- **prévention** : des tests de dépistage, un soutien à la recherche pour un traitement, l'accompagnement renforcé des plus fragiles et des plus précaires ;
- **protection** : des équipements de protection pour les agents de l'État, tels que prévus par le droit du travail : masques FFP2, blouses, lunettes, chaussons, charlottes... là où c'était nécessaire ; et non pas les masques en tissu « alternatifs », « grand public » qui ne correspondent à rien sinon à la matérialisation de la défaillance de l'État..
- **anticipation** : recréer des filières industrielles pour fabriquer tout ce matériel, sans plus dépendre de l'exploitation de la population des pays émergents. Et réorienter l'économie pour favoriser la coopération, l'économie sociale et solidaire, les circuits courts plus responsables et protecteurs de l'environnement...

Cette crise révèle que l'exécutif a été incapable de protéger la population, mais s'applique depuis le mois de mai à protéger les intérêts des patrons et des actionnaires.

Le tube de l'été

La période estivale a été propice aux discours stigmatisant les comportements individuels, le relâchement coupable des Français-es, et l'exécutif en a profité pour renforcer la politique de contrôle des espaces publics et la multiplication des interdits et des obligations sur les temps personnels, au contraire des espaces et temps de travail.

Les lieux pour déambuler (parcs, jardins, plages...), se divertir (lieux culturels), se détendre (bars, restaurants...), se retrouver (rues et places pour manifester...) sont drastiquement contrôlés.

Les lieux pour travailler, produire, s'aliéner, faire garder ses enfants, connaissent des protocoles allégés.

La population des 20-40 ans est particulièrement ciblée. L'interdiction des rassemblements à plus de 10 se profile à nouveau, alors même que [le](#)

SUD Éducation 34

23, rue Lakanal
34090 Montpellier

04 67 02 10 32

syndicat@sudeducation34.org

www.sudeducation34.org



[parc du Puy du Fou obtient une dérogation](#) pour accueillir 9000 visiteurs au lieu des 5000 autorisés partout ailleurs.

Il est vrai que tout le monde n'a pas le privilège d'être l'ami de Macron, surtout pas les syndicalistes et citoyen-nes remonté-es qui continuent de manifester leur colère et préparent des [journées de grève et manifestation](#) en septembre...

Une « incohérence » de plus en plus criante

Ces décisions à 2 vitesses, portées publiquement par les préfets puisque le gouvernement ne veut rien assumer, paraissent incohérentes si on limite l'analyse au cadre sanitaire.

Avec un peu de recul, on comprend aisément que la pression de l'exécutif trouve ses racines dans la tension politique et sociale qui traverse le pays depuis de nombreux mois : gilets jaunes, grève pour la défense des retraites, grève du bac, lutte contre les E3C, manifestations pour un meilleur système de santé...

Pour que les entreprises continuent à verser des dividendes indécents à leurs actionnaires, il est indispensable que les salariées soient au travail, dans des conditions sanitaires les moins contraignantes possibles, et donc aussi que leurs enfants soient accueillis à l'école avec le moins de difficultés possibles.

Pour que le peuple arrête de contester ses réformes destructrices, le gouvernement profite de la crise sanitaire pour réprimer les libertés publiques !

La ficelle est grosse, mais "l'incohérence" l'est encore plus : **l'écart entre la légèreté des protocoles au travail et pour la scolarité et le discours alarmiste de reprise épidémique** a poussé des professionnels de santé à rédiger le 14 août 2020 [une tribune réclamant le même niveau de vigilance et protection dans tous les lieux clos](#), commerces, entreprises et écoles. Cette demande est suivie de près par [le Haut Conseil à la Santé Publique, qui a publié un avis identique](#) le 15 août 2020.

Président et ministres doivent maintenant assumer et reconnaître explicitement la politique qu'ils mènent. La ficelle est bien trop usée, et plus personne n'est dupe, alors : que l'exécutif tombe le masque !

Nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre que ce gouvernement n'oeuvre pas pour l'intérêt collectif, et la lutte pour le bien commun n'en est que plus importante !